



**Nous sommes rassemblés pour accueillir Madame « *Tout va bien* », Ministre de l'Éducation Nationale, en visite à Blois ce 9 octobre 2015...**

... Non, tout ne va pas bien, Mme la Ministre, faire l'autruche n'a jamais rien arrangé et votre entêtement à imposer une réforme largement rejetée par les personnels n'est que la marque d'un aveuglement coupable.

Qui aujourd'hui peut encore croire aux vertus de la réforme « collège 2016 » ? Plus le temps passe et plus la réalité montre la vacuité de votre discours caché derrière des « mots clés » qui ont pu faire illusion : accompagnement, autonomie, interdisciplinarité et égalité.

Mais quel accompagnement pour les élèves quand il s'agit de copier ce qui s'est fait au lycée et dont on sait que ça ne fonctionne pas ?

Quelle autonomie quand il s'agit en fait de gérer au niveau local la pénurie de moyens ?

Quelle interdisciplinarité et surtout quelle liberté pédagogique laissée aux enseignants quand les thèmes sont imposés et déconnectés des programmes des disciplines enseignées ?

Enfin quelle égalité quand il s'agit de faire exploser les grilles horaires par niveau, de réduire le temps d'enseignement, de sacrifier au final les élèves issus des milieux populaires ?

Le combat contre le collège 2016, les personnels le mène car ils ont de l'ambition pour leurs élèves et au nom d'une conception de leur mission à l'opposé de ce que la réforme produira : inégalités croissantes entre les élèves, les établissements et les personnels, augmentation de la charge de travail, développement des hiérarchies, remise en cause de la liberté pédagogique.

Lutter contre cette réforme, c'est aussi affirmer que nous sommes fiers de nos métiers, que nous avons compris le sens de cette réforme et que le changement ne peut passer que par l'adhésion de ceux qui le mette en œuvre.

Gagner pour nos élèves et nos métiers passe aussi par l'action collective au quotidien dans les établissements en refusant, ensemble, la mise en place anticipée des dispositifs de la réforme, en dénonçant le plan de formatage prévu par le ministère.

Combattre cette réforme est sans doute un devoir quand on a choisi un métier de l'éducation avec la conviction que le service public d'éducation doit rester un pilier de la République.